



A Paris, les salariés et les étudiants veulent protection, vérité, solidarité et égalité !

Les Unions Départementales CGT, FO, Solidaires, FSU, UNEF, UNL de Paris soutiennent tous les salariés des secteurs privés et publics et condamnent les employeurs qui maintiennent sur leur lieu de travail habituel des salariés, des agents qui devraient être en confinement.

Nous apportons du conseil et du soutien aux salariés, aux agents et aux étudiants, qu'ils soient en première ligne, en télétravail, en téléenseignement ou en chômage partiel. Nous soutenons et conseillons les agents de la fonction publique et territoriale qui accueillent les enfants des personnels de la santé, des magasins alimentaires et de des forces de sécurité intérieure.

Nous dénonçons les ordonnances qui font faire un grand bond en arrière au droit du travail et nous en exigeons l'abrogation.

Nous dénonçons les injonctions dangereuses et contradictoires envers les salariés et les fonctionnaires.

Nous exigeons tous les moyens nécessaires pour faire face à l'urgence sanitaire dans les hôpitaux, dans les établissements psychiatriques et dans les Ehpad.

Nous soutenons les actions qui correspondent aux exigences revendicatives de la période : droits de retrait, droit d'alerte, saisine du CHSCT ou du CSE, prises de parole syndicale, pétitions, demande auprès des autorités de mise en demeure d'employeurs, grèves, dépôts de plaintes,...

La pandémie que nous traversons exige des mesures fortes tant pour le présent que pour l'après-crise : réquisitions, nationalisations, relocalisations d'industries, augmentations de salaires, retour aux CHSCT pour tous. Alors que les entreprises du CAC 40 s'apprêtent à verser des dividendes records à leurs actionnaires, il serait inconcevable que ces sociétés ne renoncent pas à tout dividende.

L'actualité récente sur Paris nous conduit à dénoncer vigoureusement les propos du préfet de police Didier Lallemand qui a osé insulter les malades du Covid19 en affirmant qu'ils n'avaient pas respecté le confinement. C'est faux et scandaleux. Ses timides excuses passées, le ministre de l'intérieur continue d'accorder sa confiance à un préfet responsable de propos intolérables et comptable de violences policières.

A Paris, nous avons eu à déplorer ces dernières années la fermeture de l'hôpital militaire du Val de Grâce et le démantèlement d'une grande partie de l'Hôtel-Dieu. Nous revendiquons leur réouverture et la création rapide de 430 lits sur ces deux sites.

La question du confinement renvoie directement aux très fortes inégalités sociales et spatiales à Paris, aux conditions dans lesquelles nous sommes logés, hébergés. Ainsi, nous demandons l'exonération des loyers en résidence CROUS pour tous les étudiants, la réquisition de logements, de locaux vides pour les sans-abris, les

migrants, la suspension des loyers et charges locatives pour les locataires en difficulté financière.

Les remontées de terrain témoignent de la mise en danger de très nombreux personnels dans la santé, dans le commerce alimentaire, dans la chaîne logistique, dans les transports publics, à la poste, dans les prisons, dans le secteur sous-traité du nettoyage, dans le BTP, dans les secteurs qui utilisent largement la sous-traitance et l'intérim. Les employeurs et les pouvoirs publics doivent assumer leurs responsabilités et protéger les salariés en améliorant les conditions de travail et en assurant la sécurité sanitaire. Nous continuerons à prendre les nôtres.

Paris, le 6 avril 2020